

CHAMBRE DES COMMUNES

Le lundi 11 mars 1991

La séance est ouverte à 13 heures.

Prière

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

LES CRÉDITS

JOUR DÉSIGNÉ (ARTICLE 81)—L'ÉCONOMIE

M. Jim Peterson propose:

Que la Chambre blâme le gouvernement

- 1) de s'en tenir à une politique de maintien des taux d'intérêt et du cours du dollar à un niveau élevé qui donne aux étrangers un avantage concurrentiel constant sur les producteurs canadiens,
- 2) de réduire son appui à la promotion des exportations, à la science et à la technologie ainsi qu'à la recherche et au développement, accélérant de ce fait la baisse de la compétitivité du Canada, et
- 3) d'avoir mal géré l'économie, provoquant ainsi un nombre record de faillites, réduisant 1,4 million de Canadiens au chômage et entraînant la désindustrialisation du Canada et plus particulièrement de l'Ontario.

—Il y a quelques jours, j'ai eu, dans ma circonscription, Willowdale, une expérience que tous les députés ont sans doute eue. Et ce n'était pas la première fois que ça m'arrivait. Un homme de 51 ans, qui a fait des études universitaires et a travaillé toute sa vie, un expert en informatique, est venu me voir pour me dire: «M. Peterson, je suis sans emploi depuis six mois maintenant. Je ne peux trouver un autre emploi. Les employeurs n'engagent personne; au contraire, ils font des mises à pied. Que pouvez-vous faire pour m'aider?»

Monsieur le Président, nous avons tous fait l'expérience de cette situation tragique de par ses aspects humains. Cette personne a une maison, trois enfants qui vont à l'école—dont deux à l'université—, une hypothèque et une auto à payer. Il a dû cesser de faire ses paiements sur sa voiture et ne sait pas pendant combien de temps il va être capable de payer son hypothèque.

C'est le genre de tragédie que provoque une crise économique. C'est pour éviter ce genre de tragédie que nous, les députés, nous devons faire notre devoir et tout mettre en oeuvre pour soutenir l'économie du pays et maintenir les emplois.

Nous avons tous vu de près les catastrophes que l'actuelle crise économique et le chômage peuvent entraîner chez les particuliers, dans les municipalités et les familles.

Cet homme-là m'a dit: «M. Peterson, que pouvons-nous faire? Quelles sont les solutions?» Nos conditions économiques sont très complexes, mais je pense que ce gouvernement a fait des choix depuis qu'il est arrivé au pouvoir. Nous, de ce côté-ci de la Chambre, voulons rendre le gouvernement responsable de ses choix face à la population canadienne.

• (1310)

Examinons donc les réalisations des conservateurs depuis les sept ans qu'ils sont au pouvoir. En 1984, la balance des opérations courantes affichait un excédent de 2,7 milliards de dollars. L'an dernier, cet excédent était devenu un déficit de 16 milliards de dollars. En 1984, le Canada avait un surplus commercial de 19,8 milliards de dollars; il ne faut pas oublier en effet que le Canada est un pays commerçant. L'an dernier, notre surplus n'était plus que de 10,8 milliards de dollars.

Que s'est-il passé? Pourquoi avons-nous perdu de notre capacité concurrentielle sur les marchés internationaux, un constat dont je crédite le ministre des Finances puisque c'est lui qui l'a admis dans son dernier budget?

En février 1986, à peu près au moment où le gouvernement actuel entamait les discussions sur le libre-échange avec les États-Unis, le cours du dollar canadien était de 69,13 cents par rapport à la devise américaine. En août de l'année dernière, il a atteint 88,58 cents. C'est une appréciation de plus de 28 p. 100 sur une période d'à peine cinq ans. Tous les producteurs canadiens, surtout les exportateurs, confirmeront que leur pire handicap concurrentiel sur les marchés d'exportation a été cet avantage de 28 p.